

Dette gouvernementale

Le gouvernement pourrait faire plusieurs choses, notamment mettre fin à la réglementation. Même le ministre des Finances (M. Macdonald) a noté le recul des investissements dans l'économie canadienne. Nos sociétés hésitent à investir. L'Agence d'examen de l'investissement étranger, qui n'est peut-être pas dénuée de tout pouvoir, a certainement laissé croire à l'étranger que le Canada ne voulait pas de l'investissement étranger. Cela donne à réfléchir aux économistes nationalistes qui préconisent l'emprunt mais répugnent à laisser entrer les investissements étrangers. Il faut bien sûr payer l'intérêt sur l'argent emprunté, quelle que soit la situation économique, tandis que les capitaux étrangers qui entrent au Canada sous forme d'actions doivent compter avec les aléas. Il est certain que les dividendes versés à l'étranger diminueront si la société ne réalise pas de bénéfices.

Bien que notre situation économique soit grave, le premier ministre (M. Trudeau) et la population du Canada doivent se préoccuper de la question de l'unité nationale. Le premier ministre aura l'occasion de le faire lorsqu'il s'adressera au Congrès américain dans une semaine. Il a dit qu'il n'avait pas l'intention de répondre au discours que M. Levesque a prononcé, il y a quelques semaines, devant l'Economic Club de New York. On comprend que le premier ministre veuille profiter de cette occasion pour aborder les nombreuses questions qui touchent nos deux pays. Je pense, par exemple, aux conséquences de la vente du gaz et du pétrole, au projet de pipeline, à la nouvelle taxe américaine sur les congès qui se tiennent au Canada et aux velléités du CRTC de supprimer certaines émissions américaines de la programmation de la télévision canadienne. Mais le Congrès américain est composé de gens de toutes les couches de la société, tout comme la Chambre ici. Ils voudront entendre parler de ce qui les préoccupe, de ce qui préoccupe les gens de leur circonscription. Ils veulent certainement savoir ce qui se passe dans la vie politique canadienne.

Depuis le 15 novembre, le gouvernement actuel n'a jamais indiqué qu'il savait où il s'en allait. Il n'a pris aucune nouvelle mesure pour régler les problèmes du Québec. Le premier ministre a dit qu'il était tout disposé à s'accommoder d'une constitution datant de 1867, mais qu'il la modifierait si les provinces désiraient plus de souplesse. Il n'a pas indiqué ce qu'il entendait par «souplesse». Aussi, nous ne savons rien. Il est probable que le premier ministre lui-même n'en sait pas davantage. Néanmoins, lorsque le premier ministre s'adressera au Congrès américain, il devra répondre à M. Levesque et annoncer ses projets visant à garder le pays uni. Dévoilera-t-il au Congrès ce qu'il a en tête, ou ne fera-t-il que laisser l'impression que l'indépendance du Québec est peut-être inévitable?

[Français]

M. Charles-Eugène Dionne (Kamouraska): Monsieur l'Orateur, j'éprouve beaucoup de satisfaction à participer au débat sur cette motion. Après avoir pris connaissance du contenu, je constate que c'est un moment opportun de discuter de certaines questions. Avec l'endettement progressif du pays, des provinces et des municipalités, sans trop de chances d'en sortir dans le système actuel, je crois qu'il vaut la peine à un certain moment que les représentants des Canadiens s'arrêtent pour trouver une solution à cela.

[M. Ritchie.]

J'écoutais tantôt mes préopinants et j'ai constaté avec beaucoup de satisfaction que parmi ceux que j'ai eu l'avantage d'entendre, on semble vouloir être beaucoup mieux disposé que je l'ai constaté dans le passé, c'est-à-dire qu'on est plus ouvert à l'acceptation d'idées nouvelles, de suggestions, mieux disposé à étudier les suggestions qui peuvent être soumises dans le domaine d'une réforme monétaire possible.

Il est évident que l'on ne peut pas continuer d'envisager d'administrer dans un système où l'on s'endette continuellement. D'ailleurs, aucun de nous à titre de Canadien n'organise son affaire, son budget un peu comme le gouvernement le fait. Il y a des lois, des règlements qui obligent une personne qui s'endette à payer ses dettes à un certain moment, et c'est normal, nous avons été habitués à vivre de cette façon. Je trouve que c'est normal. Il faut essayer de ne pas s'endetter plus que nos possibilités. Le gouvernement qui devrait donner par son exemple les directives aux citoyens de la nation, s'endette d'une manière désordonnée. On est bien obligé d'admettre qu'on ne pense même plus à payer la dette du pays. Tout ce que peuvent faire les représentants, c'est d'essayer de trouver des moyens pour payer l'intérêt de la dette. Mais c'est un non-sens. N'importe quel citoyen au Canada qui vivrait un certain bout de temps et qui ne réussirait qu'à payer l'intérêt de ses dettes, où est-ce que ça le mènerait? Le pays, lui, fait cela.

● (2100)

Nous autres, comme représentants, au Canada, à la Chambre, nous n'essayons pas d'étudier sérieusement un moyen d'en sortir. Mon honorable collègue admettait tantôt, ce que j'ai entendu dire des centaines de fois, que nous avons l'avantage de vivre dans un pays riche. Or, les plus savants ajoutaient: immensément riche! Comment se fait-il qu'il y a tant de milliers de pauvres dedans? Encore là, c'est un non-sens. Alors, on est étonné parfois, du moins on paraît l'être, à la Chambre, que les créditistes parlent souvent d'argent, qu'ils parlent de réforme monétaire, mais c'est la cause de nos soucis. Qu'on pose la question à n'importe qui, et à peu près n'importe quand, qu'on lui demande si dans une journée il ne pense pas plus souvent à l'argent qu'au bon Dieu ou à son Créateur! Qu'on lui pose la question et on verra ce qu'il va répondre. D'ailleurs, il n'est pas nécessaire de poser la question, n'importe qui n'a qu'à se la poser à lui-même et il verra que dans une journée, il pense plus souvent à l'argent qu'à son Créateur.

Et quand il s'agit d'essayer de trouver une réforme dans ce domaine, malheureusement, les représentants qui ont été élus par le peuple pour essayer de donner une bonne administration au Canada ont l'air à chercher des armées d'économistes, les gouvernements ont des fonctionnaires qu'on appelle des jongleurs payés exprès pour jongler et payés cher à part cela pour essayer de trouver des moyens de se tirer d'embarras du système actuel. Ils ne réussissent pas. Pourquoi? Parce que selon nous et selon ce qu'on suggère, c'est qu'ils ne cherchent pas au bon endroit. On sait que tout ce qui est décidé et contrôlé—tout le monde l'admettra encore—de nombreuses belles réformes sociales, de beaux programmes pour améliorer la situation en général des citoyens canadiens ne sont pas mis à exécution parce qu'on manque d'argent.

On a eu le Programme des initiatives locales. Actuellement, on a celui de «Canada au Travail». On a celui de «Jeunesse Canada au Travail»: Il y a des fonctionnaires qui ont réfléchi